

# Le Cheminot de France

Organe bi-mensuel de la Fédération des Syndicats Professionnels des Cheminots de France et des Colonies

Téléphone : TAITBOUT 30-91

Rédaction et Administration : 5, rue Cadet, PARIS (9<sup>e</sup>)

Chèques Postaux : PARIS 26-44



TARIF DE PUBLICITE : Deuxième page, 10 fr. la ligne. — Troisième page, 7 fr. la ligne. — Dernière page, 5 fr. la ligne.

Militants !!

prenez note que le

XIII<sup>e</sup> CONGRÈS  
FÉDÉRAL

aura lieu à Paris

les 28, 29 et 30  
avril prochain

## LA COLLABORATION DU SYNDICALISME



Le programme du Gouvernement a fait quelque sensation dans les milieux économiques. Ne lions-nous pas dans la Déclaration Ministérielle que l'autorité de l'Etat sera d'autant moins contestée qu'elle portera la marque d'une collaboration effective des services publics, des producteurs et des usagers ?

Et cet autre passage ne méritait-il pas aussi d'être souligné : Pour organiser, rationaliser la production dans le respect des droits de chacun — employeurs et ouvriers — il est urgent d'assurer la mise en pratique de contrats collectifs de nature à servir l'intérêt commun ?

Excellent intentions, dont nous ne pouvons que souhaiter la prompte réalisation. De tels projets, encore que bien imprécis, contribueraient à remettre l'Etat sur des bases solides. Les producteurs et les consommateurs que nous sommes ne pourrions que nous en réjouir.

Mais l'existence de l'Etat est-elle seule menacée ? Est-ce que les Chemins de Fer ne passent pas, eux aussi, par une crise, crise financière, sans doute, mais aussi crise d'organisation, nous allons dire crise de régime ?

Le déficit à des causes accidentelles, comme la baisse mondiale des transactions. Mais ne met-il pas aussi en évidence la structure même de la ferroviaire ?

La loi de 1921 prévoyait l'automatisme entre les dépenses et les recettes. Qui peut y songer en ce moment ?

Il faut au Rail une conduite. Celui-ci se défend la machine administrative la souplesse nécessaire aux exigences de la concurrence. Elle est à recon-

struction de Direction prétend personnel une diminution de salaires. Celui-ci s'y refuse. Celui-là, ou est en conflit latent. Ou est en conciliation qui écarte l'autorité ou les coups de main à chacun son dû ?

Les Chemins de Fer sont un service public, mais ils sont aussi une entreprise. Ils ont des besoins, ils ont des dépenses, ils ont des recettes. Ils ont des droits, ils ont des devoirs. Ils ont des intérêts, ils ont des responsabilités. Ils ont des obligations, ils ont des engagements. Ils ont des devoirs, ils ont des responsabilités. Ils ont des obligations, ils ont des engagements. Ils ont des devoirs, ils ont des responsabilités. Ils ont des obligations, ils ont des engagements.

Il faut établir une charte nouvelle des transports. Il faut organiser la défense des intérêts des usagers et du personnel. Il faut avoir une institution d'arbitrage entre les uns et les autres. Il faut définir exactement les rapports de l'Etat et des Réseaux, ceux-ci ne sont subordonnés à celui-là, comme les intérêts particuliers, si importants soient-ils, doivent l'être à l'intérêt général, tout en évitant l'absorption complète de l'économie par un Etat tout-puissant.

Il faut déterminer les zones d'action des modes de transports concurrents et établir entre eux une collaboration rationnelle. Il faut, en un mot, mettre de l'ordre dans l'organisation des transports, cet ordre qui apportera la Paix économique et sociale et, par elle, la prospérité générale.

Redoutable problème qui s'impose à l'attention de tous les intéressés et que beaucoup posent mal. Ne parlons pas de projets des Gouvernements successifs, dont quelques-uns présentent un réel intérêt, mais qui disparaissent le plus souvent avec leurs auteurs.

N'écoutons pas les propositions des Groupements de transporteurs ou des Associations de détenteurs de capitaux qui n'ont pas encore — sauf erreur — étudié la question sous l'angle de l'intérêt général.

Mais les Réseaux, les Compagnies, le Comité de Direction, que pensent-ils ? Quelle est leur solution ? Ce serait manquer à la loyauté que de ne pas reconnaître qu'ils ont fait un certain effort de compréhension. Mais que leurs propositions apparaissent petites à côté du grand problème qu'ils ne semblent pas avoir bien aperçu ! Pour le déficit : Tarifs, Salaires, impôts. Pour la réorganisation des transports : Autorails, Société du port de la Seine, Commissaires du Gouvernement...

Où sont les vues d'ensemble ? Et comme tout cela manque de grandeur ! Serait-il vrai que la technique a tué l'âme ? Et pourquoi échauffer toutes ces combinaisons dans des conciliabules où seuls techniciens et capitalistes sont admis, ou encore dans des conférences fermées entre transporteurs concurrents, dont l'Etat — arbitre suprême — reste absent et où les intérêts de ceux qui paient — les usagers — et de ceux qui servent — le personnel — sont systématiquement ignorés ?

N'est-ce pas là le plus mauvais libéralisme, de celui précisément que la Crise actuelle condamne sans appel ? Ah ! sans doute, les dispositions des interlocuteurs éventuels ne sont-elles pas toujours des plus encourageantes.

Sans parler des contribuables et des usagers, si peu ou si mal organisés, les Syndicats de Cheminots manquent, dans l'ensemble, de ces vues générales qui devraient constituer comme le Cadre où s'inscriraient les intérêts qu'ils représentent.

Les uns en sont encore aux illusions du Marxisme plus ou moins intégral, d'autres se perdent dans un Opportunisme sans consistance qui les destine à devenir le jouet des mirages les plus décevants. En face de cette carence générale, quelle force ne nous donnent pas les principes sociaux qui nous animent ! Et comme nos doctrines de collaboration trouvent ici un champ magnifique d'application !

Etat, Réseaux, Transporteurs, Usagers, Personnel, tous ont des intérêts communs ; tous aussi ont certains intérêts divergents. Pour les ajuster, il faut d'abord les confronter, il faut donc causer.

Qu'on ouvre toute grande la porte des Conseils aux Groupements de ceux qui sont intéressés au bon fonctionnement des Chemins de Fer. Il n'appartient pas à quelques-uns de dicter leur volonté aux autres. Tous doivent traiter ici sur un pied d'égalité.

Il sera bon que ces contacts nécessaires surviennent aux pourparlers préliminaires. L'Organisation Ferroviaire devra faire une place à tous ces groupements dans la gestion, l'administration ou le contrôle. La collaboration sera ainsi permanente, durable, efficace ; elle sera génératrice de bon ordre et de prospérité.

LA PROFESSION ORGANISÉE, tel est le but que les doctrines de notre mouvement n'ont cessé d'indiquer à nos efforts. Ainsi l'autorité dans la profession — autorité nécessaire — sera d'autant moins contestée qu'elle portera la marque d'une collaboration effective entre tous les éléments de la profession.

C'est à ce but final que tend notre syndicalisme professionnel. Qu'employeurs et ouvriers soient d'abord décidés à respecter les droits de chacun. Que des conversations s'engagent librement entre les Syndicats des uns et des autres. Qu'aucun Groupement ou Syndicat ne soit systématiquement tenu à l'écart. Que des contrats collectifs sanctionnent les accords intervenus. Que tous les intérêts trouvent leur libre expression dans le jeu normal des institutions professionnelles.

C'est le seul moyen de servir l'intérêt commun. C'est le seul aussi d'éviter l'écrasement des faibles, la domination d'un facteur de la production sur les autres.

Ainsi le Syndicalisme, Patronal ou Ouvrier, deviendra pleinement utile et réellement efficace.

Le Bureau Fédéral.

CALENDRIER SYNDICAL

19 FÉVRIER. — Congrès de l'Union Nord, à Boulogne-sur-Mer.

5 MARS. — Congrès du réseau Est, à Paris.

19 MARS. — Congrès du réseau P. O., à Paris.

25-26 MARS. — Congrès de l'Union P.-L.-M. à Saint-Etienne.

2 AVRIL. — Congrès de l'Union Etat, à Versailles.

28-29-30 AVRIL. — XIII<sup>e</sup> Congrès Fédéral, à Paris.

## Entente intersyndicale ? oui ; Unité ? non

Front Unique ? non ; Unité ? oui, clame JARRIGON dans la Tribune Confédérée du 15 décembre dernier, et, partant en guerre contre le Comité Interfédéral, il croit pouvoir s'autoriser d'une lettre de notre regrettable camarade THERET, du Syndicat de Lens-Avin, pour renforcer son argumentation.

Dans cette lettre, notre camarade se plaint, en effet, des agissements Unitaires au sein du Comité d'Entente de 1924.

A Lens, explique THERET, où le Comité local n'avait à s'entendre que sur la question des Salaires, on a voulu faire tout autre chose, la C.G.T.U. a prétendu imposer son point de vue et ses méthodes, mais le Bureau du Syndicat Professionnel n'a pas voulu le suivre sur ce terrain.

C'est fort regrettable, nous dit THERET, car il eût été infiniment plus désirable que le cahier des revendications fût présenté par une délégation à l'unanimité des Cheminots alors qu'il a été présenté par groupements séparés.

Camarade JARRIGON, ne faites pas dire à THERET ce qu'il n'a pas dit. Nous n'aurons à nous entendre que sur la question de présentation du cahier de revendications portant uniquement sur les Salaires.

Supposons donc que votre rêve soit devenu réalité et que l'Unité, avec un grand « U », se soit réalisée à l'époque. Allez-vous prétendre que THERET et ses camarades en auraient changé d'idées ? Voulez-vous nous faire croire que, dans l'Organisation unique, il n'y aurait eu aucune discordance et que, dans une merveilleuse harmonie, on se fût mis d'accord sur le cahier de revendications et sur les méthodes à employer pour le faire aboutir ?

Alors donc ! La majorité eût primé et c'est tout : cette majorité que vous croyez bien posséder maintenant dans votre organisation qu'on nous dit souvent être la plus représentative. Avez-vous donc une bonne fois que vous comptez sur cette majorité-là pour imposer votre doctrine et vos méthodes, au mépris absolu d'une liberté d'opinion, d'une liberté de pensée à laquelle nous tenons tant parce que nous l'avons trop souvent vue bafouée, l'opinion majoritaire brimant et imposant définitivement.

Mais, avec un peu de tolérance, il sera toujours possible de réaliser des Ententes Intersyndicales qui faciliteront cet esprit de camaraderie que prêche votre Motion de Japp. Elles permettront de nous mieux connaître et, partant, de nous mieux estimer, de nous mieux respecter, comme il se doit entre hommes.

Cette estime, ce respect, THERET avait su les forcer, et il en eût le suprême honneur quand, Unitaires, Cégétistes et Chrétiens allèrent ensemble le porter à ce petit cimetière d'Avion où il dort son dernier sommeil et où, chaque année, à leur fête du Travail, reviennent les camarades d'une Organisation qui s'enorgueillit d'avoir possédé un tel militant.

Léon Delsert,  
Ancien Secrétaire du Syndicat de Lens-Avin.

## CONSEIL FÉDÉRAL du 22 janvier 1933

### ORDRE DU JOUR

Le Conseil de la Fédération des Syndicats professionnels des Cheminots de France (C. F. T. C.),

Réuni à Paris le 22 janvier 1933,

Approuve l'action du Bureau fédéral pour la défense des salaires, action menée d'abord par ses propres moyens, puis coordonnée avec celle de quelques organisations voisines au sein du Comité Central interfédéral d'action.

Réitère ses protestations les plus vives contre tout projet de diminution générale des salaires, appliquée avant une réduction sensible du coût de la vie, insiste pour que toutes les organisations syndicales soient consultées sur les mesures intéressant le personnel et associées à l'étude du régime futur des chemins de fer.

Rappelle ses demandes antérieures sur la réduction de la durée du travail à 40 heures par semaine sans diminution du standard de vie des travailleurs et invite les Pouvoirs publics à susciter les accords internationaux nécessaires, en même temps que les organisations professionnelles, patronales et ouvrières, étudieront en commun les modalités d'application.

Réclame la reconstitution immédiate des réserves mathématiques des Caisse de retraites et la création définitive de la Caisse autonome unique à gestion paritaire.

S'élève avec énergie contre le nouveau régime des facilités de circulation, qui aggrave le caractère antifamilial du régime antérieur et constitue une ré-

gression inadmissible sur les clauses du contrat de travail.

Fait confiance au Bureau fédéral pour accentuer la campagne actuelle auprès des Pouvoirs publics et demande à tous nos propagandistes de pousser leur action auprès de tous les cheminots.

Recevez, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Ministre et par autorisation, le Conseiller d'Etat Directeur général des Chemins de fer :

Signé : GRIMPRET.

En raison des graves circonstances que nous traversons, notre XIII<sup>e</sup> Congrès annuel aura une importance considérable. Militants des Cheminots de France, tous à Paris les 28, 29 et 30 avril.

Les congés

Paris, le 7 janvier 1933.

Monsieur le Président,

Mon prédécesseur a soumis à l'examen du Comité de Direction votre requête du 23 septembre par laquelle vous demandez que les apprentis soient admis à bénéficier d'un congé annuel.

En réponse à cette intervention, les Réseaux ont fait observer que les apprentis ne font pas partie du Personnel du cadre permanent et, par suite, ne sont pas soumis aux dispositions réglementaires concernant le Congé de ce Personnel, mais à celles de leur contrat d'apprentissage.

Il leur est octroyé chaque année, en dehors des dimanches et jours fériés, un Congé sans solde d'une durée de 10 à 15 jours et ce Congé — précise le Comité de Direction — leur est, dans la mesure du possible, accordé de façon qu'ils puissent accompagner leurs parents pendant les vacances de ceux-ci.

Recevez, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Ministre et par autorisation, le Conseiller d'Etat Directeur général des Chemins de fer :

Signé : GRIMPRET.

En raison des graves circonstances que nous traversons, notre XIII<sup>e</sup> Congrès annuel aura une importance considérable. Militants des Cheminots de France, tous à Paris les 28, 29 et 30 avril.

Les congés

Paris, le 7 janvier 1933.

Monsieur le Président,

Mon prédécesseur a soumis à l'examen du Comité de Direction votre requête du 23 septembre par laquelle vous demandez que les apprentis soient admis à bénéficier d'un congé annuel.

## Les 40 heures

Au moment où nous mettons sous presse, la question des 40 heures bat son plein.

Préjudant à la Conférence de Genève, toute une campagne d'hostilité s'est déclenchée ces dernières semaines dans les sphères patronales avec une publicité de grande envergure. Signalons notamment la protestation, quasi quotidienne dans la Journée Industrielle, des Chambres de Commerce et d'Organismes plus ou moins économiques. De son côté, l'animateur des Temps nouveaux qui ment à son titre, nous dit ZAMANSKI, car il est bien plutôt le cristallisateur des temps passés, recommande pour les Assurances Sociales le réducteur de l'heure ajoutée très justement : Depuis 40 ans, nous entendons la même musique chaque fois qu'il est question d'un progrès social. Toutes les améliorations que conditions du travail qui sont indéniablement rencontrées des oppositions aussi bruyantes. Elle nous ont valu pourtant l'économie d'une révolution.

Seulement les aveugles opposants n'ont pas vu que leur classe aucun avantage moral : ils se sont laissés arracher de vive force tous ces recensements à des injustices flagrantes : ils ont grogné avant ; ils continuent de grogner après.

Laissons donc grogner ceux qui n'ont rien appris et qui bornent leur activité à retarder le plus possible l'adaptation du progrès social à un progrès matériel dont le rythme s'est singulièrement accéléré.

Aussi bien, pendant ce temps, d'autres manifestations plus discrètes, il est vrai, mais ne le cédant en rien en intérêt, ont eu lieu dans le milieu syndicaliste chrétien.

C'est d'abord la participation de la C. F. T. C. aux différentes réunions d'études organisées par l'Association française pour le Progrès Social sur la question de l'application de la Semaine de 40 heures dans diverses Industries. Les réunions de décembre avaient trait aux Mines et aux Transports. A cette dernière, un membre du Bureau Fédéral a porté le point de vue de notre Fédération concentré dans le vœu émis par le Conseil Fédéral du 23 octobre en faisant valoir que si l'application de la Semaine de 40 heures dans les Chemins de Fer comporte des difficultés qui viennent de la complexité de la profession, aucune d'elles ne présente un caractère insurmontable. Toutes peuvent être résolues après quelques efforts d'adaptation.

C'est ensuite le Conseil de la Confédération Internationale des Syndicats chrétiens qui, réunis les 3 et 4 janvier dernier à Luxembourg, a adopté une résolution où il est dit notamment :

Le Conseil demande une réduction générale de la durée hebdomadaire du travail qui permette le rattachement d'un nombre important de cheminots.

C'est, plus proche, le Comité National de la C. F. T. C. qui, réuni le 15 janvier, à Paris, a adopté une résolution importante dont on lira le texte plus loin.

A Genève, depuis le 10 janvier, la Conférence extraordinaire est ouverte. Toute la thèse patronale d'opposition tourne autour du prix de revient : c'est là la grande préoccupation, le grand souci, le pivot de la discussion. Il a d'ailleurs son intérêt que nous ne devons pas. Mais le prix de la vie a le sien aussi. Or, il y a actuellement, de par le Monde, 30 millions de chômeurs.

Dans certains pays, un quart et même parfois un tiers des travailleurs sont dans l'impossibilité de trouver du travail. Estime-t-on plus efficace la solution qui consiste à faire mourir ces chômeurs par ceux qui travaillent ?

Trouve-t-on préférable de voir 3 ouvriers travailler à plein rendement pendant qu'on doit nourrir le 4<sup>e</sup> à ne rien faire parce qu'il ne peut trouver à s'occuper, plutôt que de répartir entre 4 la tâche actuellement confiée à 3, même s'il en doit résulter une augmentation des dépenses de Salaires ?

Il faut pourtant se rendre compte que la question du chômage revêt actuellement une acuité telle qu'elle domine de beaucoup celle du prix de revient.

Dans tous les pays, les allocations de chômage constituent pour les Etats une charge écrasante qui va en s'accroissant et qui, pour certains pays, a quadruplé depuis un an, sans que rien en fasse prévoir la fin.

Les Industriels qui sont partis en guerre contre les 40 heures se rendent compte que les sacrifices qu'ils se refusent à consentir sur le plan du progrès social, leur seront imposés par la nécessité de nourrir une masse importante de chômeurs qui, touchant tout juste de quoi ne pas mourir de faim, ne disposent plus d'aucune capacité d'achat, ce qui accroît d'autant le marasme des affaires.

On nous a dit souvent que l'économie générale avait le droit de compter sur l'abaissement du prix de revient, c'est vrai ; mais elle a le droit de compter également que toutes les mesures seront prises pour faciliter une judicieuse répartition du travail entre le plus grand nombre possible d'individus, de manière à balayer du poids écrasant des allocations de chômage et à rendre aux Masses ouvrières, avec une vie normale et digne, un certain pouvoir de consommation pour le plus grand profit de la Collectivité tout entière.

G. Bonnamy.

## UNITÉ OU CARTEL ?

Nous avons toujours préconisé le Cartel Intersyndical, entre Fédérations légalement constituées, lorsqu'il s'agit de défendre une importante revendication professionnelle : telle celle des 8 heures en 1921, telle encore les Salaires en 1926 et depuis 1931.

Comprenant l'immense danger qui les menace, les Cheminots ont réussi à former un bloc imposant pour la défense des Salaires.

Des meetings ont eu lieu à Paris et à travers toute la France où les orateurs de quatre Fédérations, en accord sur les méthodes d'action, sont venus défendre avec succès, chacun avec son tempérament propre, les Salaires des Cheminots.

Il ne s'agit plus de dormir ? Les Nord-belges, syndiqués dans la proportion de 95 pour 100 à la C.G.T., viennent d'avoir l'avantage d'être tirés les premiers sans que l'Organisation unique s'en émeuve, ou peu s'en faut.

Et c'est au moment où s'étale la preuve de sa carence, que la C.G.T., au lieu de joindre sa force à celle constituée par les quatre autres Fédérations du petit personnel, tente à nouveau de faire digression avec la Motion Japp.

Même dans le centre où, en son temps, cette motion avait réussi à ébranler les convictions de quelques Cheminots, peu au courant de l'histoire ouvrière et syndicale, une réaction s'opéra devant cette tentative de diversion.

A tel point que l'ancien Secrétaire Cégétiste (pourtant aujourd'hui d'un mandat politique assez intéressant) n'a pu se retenir de dire à son successeur, contradicteur malheureux des orateurs d'un meeting du Comité Interfédéral d'Action : MON VIEUX, TU T'ES FAIT ROULER !

Rouler, cela voulait dire rejet de l'ordre du jour cégétiste ressuscitant les formules négatives déjà vieilles et usées de Japp et adoption d'enthousiasme, par plus d'un millier de Cheminots, de celui autrement positif et actuel de la défense vigoureuse des Salaires menacés.

Laissée la formule du Cartel Intersyndical, qui crée l'Unité d'action en sauvegardant la liberté et l'indépendance légitime des différentes tendances syndicales, triompher de la formule trompeuse de l'Unité organique (l'impossible Unité) dans le sein de la C.G.T. et, avec l'appui de plus en plus unanime de tous les Cheminots, sauvegarder encore aujourd'hui, comme elle l'a fait déjà par le passé, leurs intérêts si gravement menacés.

J. Delpierre.

L'entente sur les salaires

Nous avons relaté, dans le dernier numéro du Cheminot de France, les pourparlers qui ont abouti à la constitution du Comité Central interfédéral d'action des Cheminots.

L'action du Comité Central

Jusqu'au 16 Décembre, les quatre Organisations qui devaient former le Comité Central avaient procédé à des conversations préliminaires et défini les conditions de leur collaboration. Entre temps, la Fédération des Cadres, qui s'était jointe d'abord aux autres Fédérations, se retirait, en raison de divergences de vues sur la question des traitements des échelles moyennes et supérieures.

A partir du 16 Décembre, au cours des réunions qui se succèdent chaque semaine, le Comité Central Interfédéral mit sur pied tout un plan d'action.

UN APPEL AUX CHEMINOTS fut publié dans les journaux de chaque Organisation.

Puis UNE AFFICHE Aux Cheminots, aux Usagers, signala quelques-unes des causes du déficit.

Le Comité dressa ensuite un programme de MEETINGS qui se tinrent à Paris, le 5 janvier, et dans les principaux centres des différents Réseaux, du 8 au 12 janvier. On en trouvera le compte rendu dans la chronique des Réseaux.

Partout des auditeurs attentifs suivirent l'exposé des orateurs appartenant aux quatre Organisations participantes. Aucune note discordante. Un réel sentiment du danger commun rapprochait ceux qui s'étaient affrontés parfois dans des controverses animées et qui vont reprendre demain, quand le Comité Central aura terminé son œuvre, leur besogne parallèle dans leurs Organisations respectives.

Des ordres du jour furent votés, soulignant l'accord des différents Syndicats contre les réductions de Salaires et invitant les Cheminots à renforcer la puissance du Comité d'Action en rejoignant l'Organisation de leur choix.

Enfin, pour couronner cette campagne et pour marquer publiquement l'entente parfaite des Organisations, une DEMANDE D'AUDIENCE commune fut adressée à M. le Ministre des Travaux Publics. Forte de la confiance de la grande masse des Cheminots, la délégation interfédérale mettra le Gouvernement en face de ses responsabilités.

L'action locale

Il appartient aux différents Syndicats locaux d'amplifier le mouvement d'entente et de faire pénétrer dans tous les centres de travail les consignes du Comité central.

Des avant la constitution officielle du Comité Interfédéral, des prises de contact avaient eu lieu entre les militants responsables de certaines organisations locales. En accord avec notre Fédération, des meetings communs avaient été organisés sur différents points, notamment à Limoges, Orlans, etc.

Le Comité Central crée les Comités locaux se développèrent rapidement. Là où les circonstances le permettaient, notre Bureau Fédéral donnait volontiers un avis favorable ; nos militants s'abouchaient avec ceux des Syndicats voisins et organisaient en commun de grandes réunions où tous les Cheminots de la localité étaient convoqués. On vit même parfois des Syndicats Confédérés — en rupture ouverte avec

leur Fédération — donner leur adhésion aux Cartels et participer officiellement aux réunions. Preuve manifeste que nos idées d'entente avaient fait leur chemin.

TOUS CES COMITÉS LOCAUX MODÈLENT EXACTEMENT LEUR ACTION SUR CELLE DU COMITÉ CENTRAL. Partout le but mis en avant était la défense des Salaires, partout les Bureaux responsables confrontaient loyalement leurs points de vue et leurs méthodes avant toute démonstration publique.

Et maintenant ?

Il serait prématuré d'affirmer que le Comité d'Action a atteint pleinement le but pour lequel il s'est constitué : empêcher les diminutions de Salaires. Cependant l'accord pratiquement réalisé sur cette question essentielle entre des organisations si différentes par leurs doctrines et leurs méthodes a dû faire réfléchir les Pouvoirs Publics et le Comité de Direction.

On ne croyait plus en haut lieu à cet effort de compréhension et de loyale collaboration entre les Cheminots. ON AVAIT TROP SPECULÉ SUR LES DIVISIONS OUVRIÈRES, qu'on croyait être une cause d'irréductibilité, au lieu de divergences de principes subsistant (personne n'a eu à faire le sacrifice de ses opinions), du moins les Cheminots ont montré qu'ils n'avaient aucunement perdu conscience de leur réelle solidarité d'intérêts. N'aurait-il eu comme résultat que de renforcer ce sentiment, le Comité Interfédéral n'aurait pas été inutile.

Mais qu'en est-il ? LA THESE DE L'UNITÉ ORGANIQUE suivant la Motion de Japp, chère à la Fédération Confédérée, A REÇU UN COUP SENSIBLE. Partout les Cheminots — et souvent les Confédérés eux-mêmes — ont clairement vu que cette fameuse Unité de façade n'était qu'une machine à torpiller la véritable Unité d'action, la seule solide parce que la seule loyale et n'impliquant aucun reniement pour qui que ce soit.

Puissent les événements dessiller les yeux encore éblouis par ce faux mirage de l'Unité. La classe ouvrière reprendra alors sa marche en avant vers une action positive de reconstruction sociale, au lieu de se perdre dans des stériles disputes autour d'une vaine chimère.

Une fois de plus, notre position sort confirmée de l'épreuve des faits. N'en tirons aucun orgueil ; mais plutôt que s'accroissent nos raisons d'espérer dans la force de notre mouvement.

PLUS QUE JAMAIS, RESTONS INTEGRALEMENT NOUS-MÊMES !

DERNIÈRE HEURE

Une délégation du Comité Central Interfédéral a été reçue le 23 janvier par M. Georges Bonnet, Ministre des Travaux Publics.

Nous en rendrons compte dans notre prochain numéro.

Autres propositions

En réponse à une lettre de la Fédération Unitaire, nous invitait à participer à un Congrès de service, nous avons répondu par la lettre suivante, approuvée par notre Conseil Fédéral du 22 Janvier :

Paris, 25 Janvier 1933  
Fédération Unitaire des Cheminots 117, bd de la Villette Paris. (X<sup>e</sup>)  
Chers Camarades,

Vous nous faites part officiellement de la tenue, le 23 janvier prochain, d'un Congrès national des Mécaniciens et Chauffeurs, organisé par votre Fédération, et vous nous



**demandez d'y participer dans le même esprit que nous, à guidés dans l'action commune au sujet des salaires.**

Il s'agit bien, en effet, d'une **question nouvelle**, qui n'avait été ni discutée, ni même prévue au cours des prises de contact qui ont abouti à la constitution du Comité Central Interfédéral d'action ; l'unique question en jeu était à ce moment celle des salaires.

Chaque organisation, discutant séparément et en pleine indépendance, était arrivée aux mêmes conclusions que les autres sur cette importante question. Cette constatation préalable d'unité nous avait poussés, les uns et les autres, à nous faire successivement des offres d'action commune. Le Comité Central Interfédéral n'avait eu qu'à rendre public et à officialiser cet accord préexistant et à rechercher, en conséquence, les moyens d'action les plus propres à faire aboutir notre revendication commune.

C'est bien sur cette formule que l'entente s'était réalisée au sein du Comité Central d'action, entre les quatre organisations participantes. Le Comité avait ensuite rédigé lui-même les manifestes, fixés les réunions et leur ordre du jour et même échangé des avis sur les vœux qui allaient être proposés dans les meetings communs.

La situation nous apparaît toute autre en ce qui concerne le Congrès national de service du 28 janvier. C'est votre Fédération, et non le Comité Central Interfédéral, qui a convoqué — de son plein droit d'ailleurs — ce Congrès ; c'est elle qui en a fixé la date, en a arrêté l'ordre

du jour et dressé le cahier général des revendications à y discuter.

Ce programme est d'ailleurs tellement chargé que nous n'avions plus la possibilité de recueillir en un mois l'avis de tous nos camarades des syndicats locaux.

De plus, alors que le Comité d'action pour les salaires s'était constitué d'abord entre les Bureaux responsables des Fédérations pour s'entendre ensuite aux syndicats locaux, nous remarquons qu'en ce qui concerne le Congrès des Mécaniciens et Chauffeurs, les camarades unitaires, confédérés, Fédération des Mécaniciens et Chauffeurs et inorganisés ont été invités à constituer d'abord leur Comité de dépôt, préalablement à tout accord entre les militants responsables des Fédérations auxquelles il est maintenant fait appel.

C'est là encore une différence essentielle de méthode avec le Comité d'action pour les salaires. Tous ces faits, nous ne pouvons participer officiellement au Congrès du 28 janvier, ni engager nos camarades mécaniciens et chauffeurs à s'y faire représenter. Nous nous bornerons en la suite avec intérêt le compte rendu qui ne manquera pas de paraître dans votre Tribune.

Nous restons ainsi fidèles aux engagements que nous avons loyalement pris envers toutes les organisations qui composent le Comité Central Interfédéral d'action, constitué pour la défense des salaires.

Recevez, camarades, nos salutations syndicalistes.

Pour le Bureau Fédéral,  
Le Vice-Président,  
**Léon Montals.**

## Tribune Féminine

### Commission Féminine Interréseaux

#### Réunion du 4 janvier

Présents : Mmes BERDIN, BOUREL (Etat) ; Mmes TRICOT, DUPOUYET (Nord) ; Mlle GARCIN (P.-L.-M.) ; Mme PHILIPPE (Ceinture) ; Mme THOMAS, Mlle LABSOLU (C.C.) ; Mlle GRALLY (O.W.) ; Mlles CRENELET et PALICE (Est).

Excusée : Mlle IUNG.

Il est décidé que la part du bénéfice de la kermesse qui sera attribuée comme première mise de fonds à la Caisse de secours sera versée à la Caisse Centrale de Crédit Mutuel de la Région Parisienne, 5, rue Cadet.

Après échange de vues, le règlement de la Caisse de secours est adopté par la Commission. Un Comité composé de la secrétaire (Mlle BERDIN), la trésorière (Mlle IUNG), de Mme TRICOT et de Mme THOMAS auxquelles s'ajoutera la dame représentant à la Commission le Réseau d'où émanera la demande de secours, examinera les demandes.

Un premier secours est voté immédiatement pour les orphelins d'une syndiquée de l'O.W. qui vient d'être victime d'un accident mortel.

## LA VIE INTERNATIONALE

### L'Internationale Syndicale en faveur de la réduction

Le Conseil de la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens se compose des représentants des Confédérations affiliées et des Internationales Professionnelles s'est réunie les 3 et 4 janvier à Koenigswinter (Allemagne).

La session, présidée par M. BERNARD OTTE (Berlin), président de la C.I.S.C., a pris connaissance du Rapport moral du Secrétaire général, M. SERRARENS (Utrecht), consacré en majeure partie à l'état actuel de la collaboration internationale des pays et aux perspectives offertes par la Conférence Economique Internationale.

Le Conseil charge le Bureau d'instituer une Commission d'experts qui aura à étudier les problèmes économiques actuels et à dégager des propositions en vue de la Conférence Economique Internationale.

MM. H. PAUWELS (Bruxelles) et AMELINK (Utrecht) présentent des rapports sur la question de la Réduction de la durée du travail.

La C.I.S.C. a ancré son point de vue dans la résolution suivante :

Le Conseil de la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens, réuni les 3 et 4 janvier 1933 à Koenigswinter, regrette de constater que la crise économique persiste dans le monde et que la misère résultant du chômage augmente, sans que les différents pays pratiquent la collaboration internationale reconnue nécessaire pour lutter contre ces fléaux.

Sans doute, les rapports entre les nations européennes ont été marqués par une certaine détente, à la suite de la suppression de réparations d'une part, et de l'accord de principe intervenu sur l'égalité des droits de l'Allemagne, d'autre part. Mais pour rétablir la confiance, il reste nécessaire que les pays s'entendent sur le

### Chrétiens se prononce de la durée du travail

désarmement et que les dettes internationales politiques soient supprimées.

En outre, la situation présente exige que les monnaies soient stabilisées et qu'il soit mis fin à la politique de protection douanière exagérée, caractérisée notamment par les contingents et autres obstacles apportés au commerce international, cette politique étant incompatible avec le fait de l'interdépendance des peuples.

Le Conseil demande que des mesures énergiques soient prises pour combattre le chômage, par exemple par l'organisation de travaux d'utilité publique dans les domaines national et international. Ces mesures doivent comprendre la réduction de la durée du travail.

Le Conseil de la C.I.S.C. demande une réduction générale de la durée du travail hebdomadaire qui permette le réembauchage d'un nombre important de chômeurs.

Cette réduction de la durée du travail est rendue nécessaire en grande partie par la rationalisation excessive pratiquée ces dernières années. Elle ne doit pas aboutir à un aménagement de la condition de travail des travailleurs et être appliquée simultanément dans les divers pays et faire l'objet d'une convention internationale, offrant les garanties nécessaires pour le réembauchage de chômeurs en nombre suffisant.

Le Conseil estime nécessaire que, dans le cadre d'une réglementation générale de la réduction de la durée du travail, l'Organisation Internationale du Travail essaie, en collaboration avec les Organisations Internationales de patrons et de salariés des industries les plus importantes, de promouvoir la conclusion d'accords particuliers, tendant à réaliser, pour autant que cela est possible et nécessaire, des réductions plus fortes de la durée du travail.

## CONCOURS DE CONFÉRENCES

En vue de susciter une certaine émulation et d'intéresser nos militants à l'étude des problèmes qui peuvent se poser, nous avons décidé d'organiser un concours dont le résultat sera donné au moment du Congrès Fédéral.

A cet effet, nous avons réuni en quelques lignes certains conseils sur la façon de parler en public et sur la façon de s'exprimer, aussi bien oralement que par écrit. Il ne s'agit que d'un plan, du reste, et chacun peut trouver en lui des éléments complémentaires.

Cet exposé est suivi de questions à traiter. Il y en a quatre à étudier, c'est-à-dire qu'on suppose avoir le temps nécessaire à rassembler la documentation pour y répondre. La cinquième est une objection à laquelle on suppose devoir répondre très rapidement et très brièvement. Les quatre premières pourront représenter chacune un développement de 500 lignes au maximum, la dernière ne devra pas dépasser 500 lignes, mais comporter le maximum d'arguments exposés de la façon la plus précise.

Nous attribuerons les prix suivants, sous le contrôle d'un Jury dont les noms seront publiés plus tard :

Pour chaque question traitée, et à la condition que la valeur du travail fourni le justifie,

1<sup>er</sup> prix de 50 fr. 50x5=250 fr.  
2<sup>e</sup> prix de 30 fr. 30x5=150 fr.  
3<sup>e</sup> prix de 20 fr. 20x5=100 fr.

En outre, le travail qui, sur l'ensemble, sera jugé le meilleur, recevra

1<sup>er</sup> prix de 100 FR.

Des livrets pourront être attribués en prix supplémentaires.

Les travaux fournis seront, s'il y a lieu, tirés ou imprimés par les soins de la Fédération pour servir de documentation à nos militants et de modèle de conférence.

Pour concourir, il suffira d'envoyer une seule copie lisible et écrite seulement d'un côté de la feuille. Elle ne devra pas être signée mais porter une devise qui sera reproduite sur une enveloppe cachetée contenant le nom du concurrent.

Les copies devront parvenir à la Fédération, 5, rue Cadet, pour le 15 MARS 1933 A PLUS TARD.

Tout concurrent doit naturellement appartenir à la Fédération des Cheminots de France, et déclarer qu'il s'agit bien d'un travail personnel, ou toutefois la documentation est admise.

Bon courage et au travail !

Si les résultats sont encourageants, d'autres questions seront posées.

## La vie confédérale

### Comité National de la C.F.T.C.

Réuni à Paris, le dimanche 15 janvier, il a adopté les deux motions ci-dessous.

#### La situation financière

La Confédération Française des Travailliers Chrétiens.

Ayant pris connaissance des projets de rétablissement financier, tels qu'ils semblent résulter des renseignements fournis par la presse ;

Proteste contre toute mesure qui aurait pour effet d'augmenter les charges des travailleurs, principalement par une aggravation de l'impôt sur les Salaires ;

Estime que le premier devoir du Gouvernement est de réaliser toutes les économies possibles, de poursuivre et de réprimer les fraudes fiscales et d'obtenir une diminution sensible du coût de la vie, laquelle peut être atteinte en dehors même de toute compression d'impôts ;

Considère l'application de ces mesures comme indispensable, avant que puissent être envisagées soit la diminution des Traitements des Fonctionnaires, agents des Services Publics ou concédés, soit la réduction des pensions des Anciens Combattants et Victimes de la guerre, procédés qui atteindraient durement les travailleurs ;

Regrette que le Gouvernement ait cru devoir, en limitant ses consultations syndicales, réserver un privilège à une organisation qui ne saurait prétendre, à elle seule, représenter les professionnels intéressés.

#### La semaine de 40 heures

La Confédération Française des Travailliers Chrétiens.

Considérant que la dignité morale du travailleur et les obligations qui lui imposent sa vie individuelle, familiale et sociale, requièrent la possibilité d'exercer une activité professionnelle dans des conditions normales et avec un Salaire suffisant ;

Constatant que le fléau du chômage total ou partiel s'aggrave chaque jour et qu'il en résulte un danger redoutable pour la Société, celle-ci ne remplissant plus à l'égard du travailleur les devoirs auxquels elle est tenue ;

Constatant d'autre part, que les Pouvoirs publics et les autorités économiques responsables n'ont apporté ni proposé aucun remède réellement efficace à la pénurie actuelle du travail, les palliatifs que sont les secours aux chômeurs ou certains travaux d'utilité générale ne pouvant être considérés comme tels ;

Constatant qu'en fait, le régime du chômage tend de plus en plus à généraliser et que, d'après les statistiques

sous-estimation de notre valeur, émis par nos camarades Unitaires, est une preuve de plus de l'hyppocrisie de ceux qui nous cataloguent dédaigneusement comme étant une poussière de Syndicats. Poussières dans leurs yeux, évidemment, ce qui les empêche de voir et de discerner clairement !

Deux points de vue à notre égard !

La Vie ouvrière publie une importante résolution de la Commission des Grèves de la C. G. T. U., au sujet de la Grève de Fougères.

Voici quelques passages consacrés aux Syndicats Chrétiens :

Quoi que, en apparence, inactif et passif, le Syndicat Chrétien a développé son influence et augmenté ses effectifs (de 200 à plus de 1.000).

Sa politique sociale (organisation de l'ordre des enfants, fortes indemnités aux grévistes qui se syndiquent, travaux à certains grévistes, etc.) ne peut seulement expliquer de tels résultats.

Il a pu obtenir de tels résultats en raison de la faiblesse générale de notre activité et aussi, et surtout, de la sous-estimation constante de son influence par notre Syndicat. Cette caractéristique prend un caractère de plus en plus National. Elle souligne l'impérieuse nécessité de ne pas sous-estimer le Syndicalisme Chrétien, mais d'en combattre les causes et, en menant une campagne concrète contre ses dirigeants, en se forçant de conquérir les travailleurs influencés par eux et en démontrant le rôle de l'Eglise dans la lutte entre les ouvriers et leurs exploitateurs.

Cette démonstration, que nous souhaitons loyale et sincère, du rôle de l'Eglise dans la question sociale, ne peut que nous être profitable à plus d'un titre. D'autre part, l'aveu de

actuellement connues, une grande partie, sinon la majorité des salariés des principales industries de tous pays ne travaillent même pas 40 heures par semaine ; qu'en conséquence, la plupart des objections contre la possibilité de l'application actuelle de la Semaine de 40 heures tombent devant les faits ;

Estiment d'ailleurs que ce nouveau régime de travail nécessitera une sérieuse étude et devra comporter une grande souplesse ; mais que dans les circonstances présentes, du fait de la gravité des remèdes immédiats et des sacrifices indispensables, il faut d'abord chercher des solutions efficaces ;

Estiment qu'il s'agit avant tout de faire cesser la Crise de Chômage, quitte à étudier ensuite la question beaucoup plus vaste et complexe de la réorganisation de l'économie ;

Se déclare, en principe, favorable à la généralisation de la Semaine de 40 heures qui lui paraît actuellement le principal remède à la Crise de Chômage ;

Demande à ses Organisations adhé-

rentes, et plus particulièrement aux Fédérations de Métiers, d'étudier avec le plus grand soin les modalités d'application de la Semaine de 40 heures à chaque type d'industrie ou de commerce, en tenant compte de la nécessité de maintenir le pouvoir d'achat des Salaires ;

Déclare, à ce dernier point de vue, que les Salaires et les conditions de travail ne sauraient varier au gré des commodités des employeurs ou des exigences des Actionnaires, mais bien en tenant compte du coût de la vie et des besoins normaux de la famille ouvrière ;

Souligne la complexité du problème qui appelle une réglementation internationale tenant compte, notamment, des exigences de certaines formes d'activité économique ;

Invite la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens, qui, d'ailleurs, s'est déjà saisie de la question, à poursuivre ses efforts auprès des Groupements qui la composent, en vue, notamment, de continuer l'étude d'une réorganisation générale de l'économie sur la base des principes chrétiens.

## La Vie Fédérale

### BUREAU FEDERAL

#### Réunion du 13 décembre

Présents : MONTALS, BURTE, Mlle BERDIN, Mlle TRICOT, BONNAMY, DARNET, DRACH, GUYON, LABONNE.

Excusés : GARNIER, GILLET et MORANNE.

Lecture est donnée des réponses de Députés à notre lettre sur les salaires.

Les délégués au Comité d'Entente mettent le Bureau au courant des dernières entrevues. Un large échange de vues s'ensuit.

BURTE, BONNAMY et LABONNE sont ensuite désignés pour représenter la Fédération à l'audience interfédérale qui a été sollicitée du Ministre des Travaux Publics.

M. BOISSARD, Secrétaire Général de l'Association Française pour le Progrès Social, a accepté de faire un exposé sur la Semaine de 40 heures au Conseil Fédéral du 22 janvier.

La réunion des représentants des Caisse d'Actionnaires aura lieu le lundi 16 janvier, à 18 h. 30 et 20 h. 30. Elle examinera la situation générale de l'Actionnariat. Quelques juristes amis y seront invités.

Lecture est donnée d'une lettre de la Fédération Confédérée sur l'Entente Inter-syndicale et l'Unité. Le Bureau constate qu'il n'y a pas lieu de répondre.

M. BONNET, Ministre des Travaux Publics, nous fait connaître, en réponse à notre demande de participation au Congrès des Cheminots de France au Caire, que les réductions de crédits ne lui permettent pas d'envisager la représentation du Personnel.

L'Union-Nord transmet une proposition du Syndicat du Bourget, relative à la constitution d'un Comité d'Entente pour la Région Parisienne. Le Bureau émet un avis défavorable.

Séance levée à 20 heures.

#### Réunion du 20 décembre

Présents : MONTALS, BURTE, Mlle BERDIN, Mlle TRICOT, DARNET, DRACH, GARNIER, GILLET, GUYON, MORANNE.

Excusés : BONNAMY et LABONNE.

Le calendrier des réunions des Syndicats de Réseau et de la Fédération est dressé, en vue de sa publication dans le prochain journal.

Le Bureau arrête ensuite l'ordre du jour du Conseil Fédéral du 22 janvier. La question de la Semaine de 40 heures et celle des Retraites y seront étudiées. Le concours de M. BOISSARD, Secrétaire Général de l'Association Française pour le Progrès Social, sera sollicité.

MONTALS donne connaissance des démarches faites pour rechercher une salle où se tiendrait le Congrès Fédéral. Ces démarches continuent.

Lecture est donnée d'une lettre de DU-FORT sollicitant des directives pour les grandes questions d'actualité.

Le Bureau décide ensuite l'envoi aux Groupes d'une circulaire sur les travaux du Comité d'Entente. Toutes précisions utiles y seront données sur les conditions d'une action locale des différents syndicats.

En fin de séance, lecture est donnée d'une note sur un nouveau régime inter-réseaux d'attribution des Allocations Familiales, applicable à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1933.

Séance levée à 20 h. 10.

#### Réunion du 24 décembre

Séance ouverte à 15 heures.

Présents : MONTALS, BURTE, Mlle BERDIN, BONNAMY, DARNET, DRACH.

Excusés : GARNIER, GILLET.

Le Bureau étudie certains détails d'organisation du prochain Congrès Fédéral, puis, commence un large échange de vues sur les travaux du Comité d'Entente.

Le texte de l'affiche proposée par le Comité est adopté après plusieurs modifications. Cette nouvelle rédaction sera portée à la connaissance des Organisations participant au Comité.

L'affiche ne paraîtra pas encartée dans le Cheminot de France.

Le projet de réunions communes dans quelques centres de province ne soulève pas d'objections. Il sera soumis au Comité dans sa réunion du 28 décembre.

Un schéma sera préparé par le Secrétariat Fédéral pour nos orateurs.

Enfin, un projet de demande d'audience commune au Ministre des Travaux Publics est renvoyé au Comité d'Entente.

Prochaine réunion le 3 janvier.

Séance levée à 17 h. 45.

#### Réunion du 3 janvier

Présents : MONTALS, BURTE, Mlle BERDIN, Mlle TRICOT, BONNAMY, DARNET, DRACH, GUYON, LABONNE.

Excusés : GARNIER, GILLET et MORANNE.

Lecture est donnée des réponses de Députés à notre lettre sur les salaires.

Les délégués au Comité d'Entente mettent le Bureau au courant des dernières entrevues. Un large échange de vues s'ensuit.

BURTE, BONNAMY et LABONNE sont ensuite désignés pour représenter la Fédération à l'audience interfédérale qui a été sollicitée du Ministre des Travaux Publics.

M. BOISSARD, Secrétaire Général de l'Association Française pour le Progrès Social, a accepté de faire un exposé sur la Semaine de 40 heures au Conseil Fédéral du 22 janvier.

La réunion des représentants des Caisse d'Actionnaires aura lieu le lundi 16 janvier, à 18 h. 30 et 20 h. 30. Elle examinera la situation générale de l'Actionnariat. Quelques juristes amis y seront invités.

Lecture est donnée d'une lettre de la Fédération Confédérée sur l'Entente Inter-syndicale et l'Unité. Le Bureau constate qu'il n'y a pas lieu de répondre.

M. BONNET, Ministre des Travaux Publics, nous fait connaître, en réponse à notre demande de participation au Congrès des Cheminots de France au Caire, que les réductions de crédits ne lui permettent pas d'envisager la représentation du Personnel.

L'Union-Nord transmet une proposition du Syndicat du Bourget, relative à la constitution d'un Comité d'Entente pour la Région Parisienne. Le Bureau émet un avis défavorable.

Séance levée à 20 heures.

#### Réunion du 10 janvier

Présents : MONTALS, BURTE, Mlle BERDIN, Mlle TRICOT, BONNAMY, DARNET, DRACH, GARNIER, GILLET, GUYON, LABONNE, MORANNE.

Excusés : BONNAMY et LABONNE.

Le Bureau prend connaissance des démarches faites pour rechercher une salle où se tiendrait le Congrès Fédéral. Ces démarches continuent.

Lecture est donnée d'une lettre de DU-FORT sollicitant des directives pour les grandes questions d'actualité.

Le Bureau décide ensuite l'envoi aux Groupes d'une circulaire sur les travaux du Comité d'Entente. Toutes précisions utiles y seront données sur les conditions d'une action locale des différents syndicats.

En fin de séance, lecture est donnée d'une note sur un nouveau régime inter-réseaux d'attribution des Allocations Familiales, applicable à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1933.

Séance levée à 20 h. 10.

Le bénéfice des allocations pour charges de famille sera étendu à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1933 aux enfants légalement adoptés.

Le Ministre des Travaux Publics nous fait connaître, en réponse à notre intervention, que le Comité de Direction n'a pas consenti à octroyer un Congé annuel payé aux apprentis des Réseaux.

L'Union-Nord transmet une proposition de la Fédération Unitaire, invitant notre Fédération à déléguer des Mécaniciens et Chauffeurs au Congrès National de Service qui aura lieu le 28 janvier.

Le Bureau constate que cette proposition dépasse les limites que nous avions assignées aux travaux en commun du Comité d'Entente et décide de l'écarter. Avis lui en sera donné.

Un échange de vues s'engage ensuite sur l'ordre du jour voté au Meeting interfédéral du 5 janvier à Paris.

Le Syndicat Confédéré de Cambrai invite notre Syndicat local à participer à une entente. Le Bureau donne un avis défavorable, l'entente n'ayant pas été réalisée au préalable entre les Fédérations intéressées.

Communication est faite des décisions de la Conférence des Directeurs sur notre demande relative aux facilités de circulation à accorder aux agents et à leurs familles dans les Autobus et les Autorails.

L'Union Régionale Parisienne propose de faire paraître une circulaire mensuelle de liaison entre les militants. Le Bureau est favorable à cette initiative. Le Secrétariat fédéral fournira l'U. R. P. les éléments nécessaires pour les différentes rubriques.

Sur la proposition de BURTE, un concours de conférences est ouvert entre les militants. Les résultats en seront donnés à l'époque du Congrès fédéral.

Séance levée à 20 h. 15.

## La Vie Syndicale Réseau A. L.

### Syndicat indépendant

Séance : 14, rue de la Course à Strasbourg.

Délégation de notre Syndicat, accompagnée par notre camarade MONTALS, représentant la Fédération des Cheminots de France, a été reçue en audience par le Ministre des Travaux Publics, le 2 décembre dernier et l'entretien de toutes les questions d'actualité et spéciales aux agents du Réseau d'Alsace-Lorraine. Elle a été suivie de la présentation de la mise à la retraite d'office des agents du Réseau, des méthodes suivies par l'Administration sont incorrectes, pour ne pas dire plus. C'est ainsi que beaucoup de cas typiques sont arrivés dans ces derniers temps. Il a également été saisi de la question de la réadmission des ex-agents dans la situation, survenue suite à la loi du 21 juillet 1909, et particulièrement de la loi du 21 juillet 1909, qui a été adoptée par le Congrès, le 21 juillet 1909, et qui a été appliquée par le Ministre des Travaux Publics, le 21 juillet 1909.

Il a surtout été question de l'application de la loi du 21 juillet 1909, qui a été adoptée par le Congrès, le 21 juillet 1909, et qui a été appliquée par le Ministre des Travaux Publics, le 21 juillet 1909.

Il a également été question de la mise à la retraite d'office des agents du Réseau, des méthodes suivies par l'Administration sont incorrectes, pour ne pas dire plus. C'est ainsi que beaucoup de cas typiques sont arrivés dans ces derniers temps. Il a également été saisi de la question de la réadmission des ex-agents dans la situation, survenue suite à la loi du 21 juillet 1909, et particulièrement de la loi du 21 juillet 1909, qui a été adoptée par le Congrès, le 21 juillet 1909, et qui a été appliquée par le Ministre des Travaux Publics, le 21 juillet 1909.

Il a également été question de la mise à la retraite d'office des agents du Réseau, des méthodes suivies par l'Administration sont incorrectes, pour ne pas dire plus. C'est ainsi que beaucoup de cas typiques sont arrivés dans ces derniers temps. Il a également été saisi de la question de la réadmission des ex-agents dans la situation, survenue suite à la loi du 21 juillet 1909, et particulièrement de la loi du 21 juillet 1909, qui a été adoptée par le Congrès, le 21 juillet 1909, et qui a été appliquée par le Ministre des Travaux Publics, le 21 juillet 1909.

Il a également été question de la mise à la retraite d'office des agents du Réseau, des méthodes suivies par l'Administration sont incorrectes, pour ne pas dire plus. C'est ainsi que beaucoup de cas typiques sont arrivés dans ces derniers temps. Il a également été saisi de la question de la réadmission des ex-agents dans la situation, survenue suite à la loi du 21 juillet 1909, et particulièrement de la loi du 21 juillet 1909, qui a été adoptée par le Congrès, le 21 juillet 1909, et qui a été appliquée par le Ministre des Travaux Publics, le 21 juillet 1909.

Il a également été question de la mise à la retraite d'office des agents du Réseau, des méthodes suivies par l'Administration sont incorrectes, pour ne pas dire plus. C'est ainsi que beaucoup de cas typiques sont arrivés dans ces derniers temps. Il a également été saisi de la question de la réadmission des ex-agents dans la situation, survenue suite à la loi du 21 juillet 1909, et particulièrement de la loi du 21 juillet 1909, qui a été adoptée par le Congrès, le 21 juillet 1909, et qui a été appliquée par le Ministre des Travaux Publics, le 21 juillet 1909.

Il a également été question de la mise à la retraite d'office des agents du Réseau, des méthodes suivies par l'Administration sont incorrectes, pour ne pas dire plus. C'est ainsi que beaucoup de cas typiques sont arrivés dans ces derniers temps. Il a également été saisi de la question de la réadmission des ex-agents dans la situation, survenue suite à la loi du 21 juillet 1909, et particulièrement de la loi du 21 juillet 1909, qui a été adoptée par le Congrès, le 21 juillet 1909, et qui a été appliquée par le Ministre des Travaux Publics, le 21 juillet 1909.

Il a également été question de la mise à la retraite d'office des agents du Réseau, des méthodes suivies par l'Administration sont incorrectes, pour ne pas dire plus. C'est ainsi que beaucoup de cas typiques sont arrivés dans ces derniers temps. Il a également été saisi de la question de la réadmission des ex-agents dans la situation, survenue suite à la loi du 21 juillet 1909, et particulièrement de la loi du 21 juillet 1909, qui a été adoptée par le Congrès, le 21 juillet 1909, et qui a été appliquée par le Ministre des Travaux Publics, le 21 juillet 1909.

Il a également été question de la mise à la retraite d'office des agents du Réseau, des méthodes suivies par l'Administration sont incorrectes, pour ne pas dire plus. C'est ainsi que beaucoup de cas typiques sont arrivés dans ces derniers temps. Il a également été saisi de la question de la réadmission des ex-agents dans la situation, survenue suite à la loi du 21 juillet 1909, et particulièrement de la loi du 21 juillet 1909, qui a été adoptée par le Congrès, le 21 juillet 1909, et qui a été appliquée par le Ministre des Travaux Publics, le 21 juillet 1909.

Il a également été question de la mise à la retraite d'office des agents du Réseau, des méthodes suivies par l'Administration sont incorrectes, pour ne pas dire plus. C'est ainsi que beaucoup de cas typiques sont arrivés dans ces derniers temps. Il a également été saisi de la question de la réadmission des ex-agents dans la situation, survenue suite à la loi du 21 juillet 1909, et particulièrement de la loi du 21 juillet 1909, qui a été adoptée par le Congrès, le 21 juillet 1909, et qui a été appliquée par le Ministre des Travaux Publics, le 21 juillet 1909.

Il a également été question de la mise à la retraite d'office des agents du Réseau, des méthodes suivies par l'Administration sont incorrectes, pour ne pas dire plus. C'est ainsi que beaucoup de cas typiques sont arrivés dans ces derniers temps. Il a également été saisi de la question de la réadmission des ex-agents dans la situation, survenue suite à la loi du 21 juillet 1909, et particulièrement de la loi du 21 juillet 1909, qui a été adoptée par le Congrès, le 21 juillet 1909, et qui a été appliquée par le Ministre des Travaux Publics, le 21 juillet 1909.

Il a également été question de la mise à la retraite d'office des agents du Réseau, des méthodes suivies par l'Administration sont incorrectes, pour ne pas dire plus. C'est ainsi que beaucoup de cas typiques sont arrivés dans ces derniers temps. Il a également été saisi de la question de la réadmission des ex-agents dans la situation, survenue suite à la loi du 21 juillet 1







grosse majorité étant domiciliée en banlieue.

C'est pourquoi, en plein accord avec notre camarade L. PÉRISSON, délégué du secteur de la C.F.T.C. pour le canton d'Ivry, les Cheminots habitant Choisy-le-Roi ont été rattachés à la Section intersyndicale de la localité, au cours d'une réunion qui a eu lieu le 18 décembre. Nous aurons l'occasion d'en reparler.

Les réunions mensuelles ont lieu 8, avenue Gambetta, à Choisy-le-Roi, le troisième jeudi de chaque mois à 20 h. 45.

## VITRY-SUR-SEINE

La Section Intersyndicale (Employés, Ouvriers, Cheminots) fonctionne normalement. Une réunion générale et familiale, agrémentée d'orchestre, chansonnettes, monologues et d'une comédie bouffonne, a eu lieu le 17 décembre, à la Salle Saint-Germain les Adhérents. Nous rappellerons que les réunions ont lieu mensuellement, le troisième samedi de chaque mois, à 20 h. 45, 7 rue Saint-Germain, à Vitry-sur-Seine.

G. P.

## BORDEAUX-P.O.

## Réunion du 8 décembre

Un grand nombre de syndiqués sont présents quand le président ouvre la séance et donne lecture de la correspondance reçue de la Fédération et du Syndicat P. O. ainsi que des lettres au sujet des Salaires à transmettre aux Députés de la Région.

Ensuite le Trésorier présente l'état de la caisse qui est des plus satisfaisantes. A l'unanimité, le camarade GOASGUEN est maintenu dans ses fonctions pour l'année 1933.

Voici d'ailleurs le résultat du vote pour le Bureau.

**Président :** PETREAU Valentin, 24, rue de Nuits, Bordeaux-Bastide.

**Secrétaire :** FERRIE Emile, 33, rue Penmédée à Bordeaux.

**Trésorier :** GOATGUEN Césaire, 9, Cité Mozart, Bordeaux-Bastide.

**Président-adjoint :** FOURRES et Bussy.

**Secrétaire-adjoint :** BARBARY.

**Trésorier-adjoint :** SIMON, avec à sa tête un tel Bureau, le Groupe de Bordeaux ne peut faire que prospérer. Donc camarades au travail.

## BRETIGNY

## Journée sociale du 4 décembre

A 9 heures, une réunion d'étude rassemble les délégués des Groupes de la Région. Juvisy et Orléans s'étaient fait excuser.

Les rapports moral et financier sont présentés et discutés. L'amélioration du Bulletin Régional actuel est étudiée d'une façon toute particulière.

Les camarades appartenant aux Syndicats des Employés et de la T.C.H.P. assistent à la réunion. Nos amis furent particulièrement intéressés par un exposé de la situation de la Caisse d'Actionnariat faite par le Trésorier général SERVANT.

Tout d'abord une belle assemblée qui se tint, à 15 heures, à la Salle Saint-Charles, la réunion générale de propagande à laquelle participèrent deux groupes de marque : PÉRISSON, de la C.F.T.C., et M. PÉRISSON, de la C.F.P.

Notre ami PÉRISSON vit vite fait de conquérir l'auditoire par le charme de sa parole. Il termina par un discours vibrant à l'Action Syndicale Chrétienne.

M. PÉRISSON nous montre ensuite l'action heureuse d'un Patronat ayant une juste compréhension de ses devoirs sociaux. Son discours fut très apprécié et sa documentation lui valut à son tour les applaudissements répétés de la salle.

La partie récréative avait été confiée aux Amis du Bon Ton d'Argenteuil. La vaillante équipe de notre camarade BILAND sut se tailler un beau succès dans un drame social : *La Pierre*.

Merci à tous les artisans de ce succès et à une autre fois.

G. L.

## Achat en commun

Nous avons repris les commandes de marée.

Le choix, la qualité et le prix du poisson sont laissés à la faculté du client.

On peut donc commander ce que l'on veut à des prix variant entre 5 fr. 50 et 9 fr. 50 le kilo.

Les commandes sont reçues chaque semaine jusqu'à dimanche et livrées le jeudi suivant.

S'adresser au Secrétaire.

Nous nous proposons de faire venir des pommes à couteau et des châtignons du Limousin.

Les camarades qui seraient intéressés par ces articles sont priés de s'adresser au Secrétaire.

Nous donnerons les prix et renseignements complémentaires dans le prochain Bulletin régional si nous pouvons réunir une commande d'une certaine quantité.

## BRIVE-LA-GAILLARDE

## Réunion du 23 novembre

Séance ouverte à 20 h. 30 sous la présidence du camarade CHARLOT. De nombreux camarades avaient répondu à notre appel.

La question en litige concernant *Le Petit Cheminot* est définitivement réglée. Moyennant un versement supplémentaire de 2 francs par semestre, 4 francs par an, chaque syndiqué est assuré de recevoir régulièrement le Bulletin de notre vaillant petit Organe Régional.

Communication est ensuite donnée de l'Action entreprise pour la défense des nos Salaires. Nous faisons confiance aux dirigeants de notre Syndicat et de notre Fédération pour poursuivre au mieux de nos intérêts l'effort déjà entrepris.

Après l'exposé de questions diverses d'ordre intérieur, la séance est levée à 21 h. 50.

## Le Secrétaire : HELIAS.

Le trésorier rappelle aux membres qui ont des cotisations en retard qu'il se sent à leur disposition pour régler cette question au plus tôt.

## Réunion publique

Le mercredi 14 décembre, à la Bourse du Travail de Brive, eut lieu une réunion publique à laquelle tous les Cheminots de la localité avaient été invités. Les Organisations chrétiennes étaient effectivement représentées : *Syndicat Unitaire*, *Syndicat Confédéré*, *Mécaniciens et Chauffeurs* et *Syndicat Professionnel*.

Notre camarade VAREILLE, Secrétaire-adjoint du Groupe de Limoges, y prit la parole au nom du Syndicat Professionnel ; il développa notre programme qui souleva l'approbation de tous.

MARTEAU, au nom des Unitaires, et un Syndiqué Confédéré apportèrent leur point de vue.

Après qu'une Commission comprenant 5 membres de chacune des Organisations locales fut nommée d'ordre du jour, le camarade VAREILLE, Secrétaire-adjoint du Groupe de Limoges, déclara : « S'opposer à toute réduction des Salaires qui ne serait pas précédée d'une diminution équivalente du coût de la vie. Rappellent les difficultés antérieures pour obtenir l'ajustement des traitements avec les hausses des indices économiques. Signaler le danger que peut entraîner au point de vue commercial une diminution du pouvoir d'achat. »

Protestent contre les violations constantes de la Loi de 8 heures.

Demandant aux Fédérations Syndicales de réaliser l'Union sur un programme minimum.

Donnant mandat au Comité d'Action, issu de la réunion, pour prendre toutes mesures tendant à faire aboutir ces revendications.

## LIMOGES

## Une belle manifestation

La traditionnelle soirée familiale organisée par le Groupe le 7 janvier dernier a été une véritable manifestation de sym-

pathie et d'attachement à notre Syndicat, de la part de nos amis et de nos syndiqués qui emplissaient la grande salle Saint-Aurélien.

Un camarade me disait, à la sortie : « C'est la première fois que je vois autant de monde à une séance organisée par un Groupement de Cheminots et un spectacle aussi bien réussi. »

Ce témoignage se passe de commentaires, il résume brièvement les impressions que j'ai recueillies par la suite. En le communiquant aux artistes bénévoles et aux organisateurs, je forme le vœu qu'il soit pour eux l'expression de notre reconnaissance et la récompense de leur dévouement.

J. R.

## NANTES

## Réunion du 10 décembre

L'ordre du jour comportait la discussion d'un vœu relatif à la Réorganisation des Chemins de Fer, à adresser aux Parlementaires du département.

Après avoir entendu les explications fournies à ce sujet par le Secrétaire, les adhérents présents votèrent celui proposé par la Fédération.

Un deuxième vœu concernant la tenue des Conseils Syndicaux fut ensuite adopté.

Le Secrétaire de Séance.

## ORLÉANS

Siège : 14, rue Sainte-Anne.

## Assemblée générale du 14 décembre

Président : LEONARD Eugène, qui fit l'exposé de la vie du Groupe depuis la dernière Assemblée générale.

A noter : 11 nouvelles adhésions, l'activité déployée pour les élections des Délégués du Personnel, notre participation à l'Union Régionale, plus de régularité dans le paiement des cotisations. Il demanda l'effort nécessaire pour que les réunions soient suivies régulièrement, rappelle la nécessité en cas d'empêchement de s'excuser par écrit ou verbalement. Désormais la présence de tous les adhérents sera faite à chaque séance avec l'indication du motif de l'absence.

La situation de la trésorerie est exposée par CAMUS. Il fait appel à l'effort de chacun pour venir acquiescer régulièrement au début de chaque mois ses cotisations.

Un exposé détaillé de l'utilisation de la Caisse syndicale montre la nécessité d'intensifier la propagande individuelle, de recruter et de payer en temps voulu pour accroître la puissance de nos Organisations sans augmenter le taux de la cotisation.

LEONARD et BERGER sont cités en exemple pour le dévouement qu'ils apportent dans leurs fonctions de receveurs. A l'examen du projet de Réorganisation des Transports adopté par le Bureau Fédéral, nous décidons à l'unanimité de porter l'ordre du jour à la connaissance du public, par la voie de la Presse régionale et des Parlementaires du Département de Loiret.

Nous renouvelons notre confiance au Bureau Fédéral pour la campagne revendicative entreprise dans la période de difficultés que nous traversons.

Le Secrétaire : M. JOHANNIN.

## SAINT-NAZAIRE

## Réunion du 26 décembre

Le Secrétaire donne lecture de la correspondance; BOUDAUD, délégué à l'Assemblée Générale de l'U. R. donne également son compte rendu; appel est fait en faveur de la *Veille familiale*.

Le Bureau 1933 est composé comme suit :

Président : DOUAUD Alexis.

## Réseau P.-L.-M.

## Union de Réseau

Le dimanche 15 janvier, s'est tenue à l'Hôtel de Ville d'Arles la réunion trimestrielle du Conseil de Réseau de l'Union.

Outre les membres du Conseil, de nombreux délégués des Syndicats de Réseau ont participé aux travaux de la journée.

Cette session trimestrielle a fait ressortir une fois de plus la vitalité croissante de nos Organisations Syndicales.

En raison d'une date tardive, nous ne pourrions donner un compte rendu détaillé des travaux de cette journée que dans le *Cheminot* du 1<sup>er</sup> mars.

Nous rappelons aux Syndicats locaux que le Congrès annuel de l'Union de Réseau aura lieu à Saint-Etienne les samedis et dimanches 25 et 26 mars. Ceux qui prennent leurs dispositions pour y être très largement représentés.

Reçu circulaires 1764, repos dominical 1765, organisation des retraités et 1748, intervention auprès des Parlementaires.

Circulaire 1762 concernant l'Actionnariat syndical et la prochaine réunion des divers Actionnaires des Réseaux.

Saint-Etienne fait part des subventions votées par le Conseil Municipal et le Conseil général pour le Congrès de Réseau qui se tiendra dans cette ville les 25 et 26 mars.

Reçu un lot de 30 volumes très intéressants de M. le Ministre du Travail pour notre bibliothèque syndicale de l'Union. Le Bureau de l'Union a fait l'acquisition d'une bibliothèque d'occasion pour son installation au siège de l'Union, 5, rue du Lycée.

Interventions auprès de la Direction, VALLOBRE, logements; MELUN, secours; MONTARGIS, audience; OLERMONT (Fd descende d'échelle), PARIS (facilités de circulation); NEVERS (agent lésé dans son avancement).

TIXIER (délégué) donne un compte rendu de son action comme Secrétaire Général Régional. Le Bureau de l'Union est heureux de lui témoigner sa satisfaction pour son action si bien comprise.

LA VOUTTE, LE TEIL, AVIGNON demandent confédération pour organisation de Syndicats. REINIER fera Avignon et BES La Voutte et Le Teil avec GARNIER.

DUCKET (Chambéry) fait part de l'action menée par le Syndicat de Chambéry et des bons résultats obtenus.

Conférence intersyndicale d'action des Cheminots. Les camarades FRANÇOIS, COUTURIER et MALY ont été désignés pour représenter l'Union P.-L.-M. aux meetings organisés à Lyon, Saint-Etienne et Marseille par le groupement éré.

Envoi aux Syndicats et Groupes locaux des affiches éditées par la conférence intersyndicale. Envoi d'un nouvel article de COUTURIER paru dans le *Régional* de Digoim et intéressant nos retraités.

Correspondance reçue ou échangée avec NEVERS, Saint-Etienne, Le Teil, Avignon, La Voutte, Valence, Port-de-Bouc, Grenoble, Bellegarde, Paris, Laroche-Migennes, Dijon, Lyon, Langogne, Alès, etc.

Aux syndicats de la 1<sup>re</sup> région

Le Congrès Régional de propagande fixé primitivement au 12 février n'aura lieu que le 26 février, à Laroche-Migennes.

Le matin, séance d'études, organisation de la première région. Chaque Syndicat voudra bien faire un exposé écrit de son action.

A 12 heures, repas en commun auquel sont invités nos camarades et leurs familles.

## Secrétaire : RADIN Louis.

## Secrétaire-adjoint : DENIS Georges.

## Trésorier : GAUTHIER Emile.

Le trésorier actionnariat et les receveurs restent en fonctions.

L' O. J. suivant est mis aux voix et adopté :

Les cheminots du syndicat général de Saint-Nazaire après avoir pris connaissance des directives de la Fédération au sujet des Comités d'Entente, font confiance au Bureau Fédéral pour mener à bien la défense des Salaires, l'adoption de mesures efficaces tendant à abaisser le prix de la vie, la réorganisation des Réseaux, l'application intégrale de la Loi de 8 heures et aménagement de la Semaine de 40.

Un ordre du jour émanant de la Fédération est envoyé au député BLANCHOU.

## Le Secrétaire :

## TOUR-P.O.

Poursuivant son œuvre méthodique, la Commission Technique a déjà abouti à d'appréciables résultats : l'organisation du travail à la chaîne, les huit heures, les trois huit, le travail du Dimanche, la peinture au pistolet ont fait l'objet de très intéressants échanges de vues qui vont se concrétiser par des rapports.

Indépendamment des renseignements relevés et des indications utiles apportées, il faut aussi tenir compte de l'heureuse répercussion qui résulte de l'examen en commun de ces questions nettement à la portée de nos camarades qui en sont les artisans directs.

A cela, il faut encore ajouter, sur un autre plan, la réalisation du Comité d'Entente local avec les Unitaires, l'Union de Défense professionnelle, les Mécaniciens et Chauffeurs.

Deux réunions publiques ont été organisées : la première avec des éléments de la localité, et la seconde avec les concours des orateurs envoyés par le Comité Central Interfédéral d'Action des Cheminots.

Précédemment, dans des contacts empreints de la plus entière bonne foi et loyalisme de part et d'autre, les bureaux responsables des diverses Organisations participantes au Comité s'étaient concertés pour mettre au point ces réunions.

Pourquoi faut-il qu'un certain nombre de camarades n'aient pas cru devoir répondre aux appels lancés pour ces manifestations d'ordre professionnel ?

Ne comprennent-ils pas qu'il y a des circonstances où rester chez soi, près de son feu, c'est presque une dérobade, une faute véritable, surtout lorsqu'il s'agit de questions aussi vitales comme celles qui concernent les Salaires et le respect des droits acquis.

Enfin, pour tous nos adhérents, rendez-vous à l'Assemblée générale du Syndicat qui aura lieu le JEUDI 23 FÉVRIER. Chaque camarade prendra ses dispositions pour être présent à cette réunion statutaire, obligatoire et la plus importante de l'année.

D'autre part, que tous s'empressent de régler immédiatement les cotisations arriérées.

## VIERZON

## Réunion du 10 janvier

La réunion groupe 4 à 500 Cheminots des Syndicats, Unitaires, Confédérés, Mécaniciens et Chauffeurs, Retraités et Professionnels. Après avoir entendu les exposés de chaque Groupement, un manifeste fut adopté et signé par les représentants des divers Syndicats. Un Comité Central d'Action à été organisé dans la ville pour les luttes à venir. Félicitons-nous de ce beau travail et espérons obtenir satisfaction par la suite.

## RUELLE.

Après lecture de la correspondance et discussion sur diverses questions d'actualité, il est décidé de fixer au 2 février l'Assemblée Générale du Syndicat à laquelle participeront des camarades de Clermont et du Bureau de l'Union.

A l'ordre du jour : comptes rendus moral et financier, renouvellement du Bureau, désignation des délégués aux divers Congrès. Causerie par nos camarades du Bureau de l'Union.

ROANNE

Nous faisons appel à nos camarades du Syndicat pour qu'ils assistent un peu plus régulièrement aux réunions mensuelles qui ont lieu 8, rue des Fossés, et qu'ils ne laissent pas le Bureau seul prendre des décisions souvent importantes, alors qu'il aurait besoin de leur collaboration, de leurs avis et de leurs conseils.

En particulier, il a été décidé de faire à Roanne, vers fin février, une grande réunion publique à laquelle tous les Cheminots seraient conviés.

Carnet familial

Nous apprenons la naissance :

De Colette ARRIVIERE, fille de notre camarade du Syndicat de Bordeaux-Midi.

De Pierre GERODEL, fils de notre dévoué camarade du Groupe d'Is-sur-Tille.

De Simone ESTEVE, fille de notre camarade du Syndicat de Clermont-Ferrand.

De Hugette ITIER, fille de notre camarade de LE COMTE.

De Jeannine HERTHELIER, fille de notre camarade du Syndicat d'Issire.

De Noël CHASSANES, fils de notre camarade du Syndicat de Langogne.

De Arlette LÉDUC, fille de Madame et M. DEBORT, du Groupe de l'Office des Wagons.

De Hubert LAPLACE, fils de notre camarade du Syndicat de Dôle.

De la fille de notre camarade CARRE, du Groupe de Tours.

De Daniel TARRY, fils de notre camarade du Syndicat de Dôle.

De Annie CHEVALIER, cinquième enfant du dévoué président du Syndicat de Saint-Etienne.

De Jeannine LANSON, cinquième enfant du dévoué secrétaire du Groupe de Brétigny et membre du Bureau du Syndicat P.-O.

De Camille JEAN, troisième enfant du dévoué président du Groupe de Montluçon.

De Françoise CLERQUIN, fille de notre camarade du Syndicat d'Hellemmes.

De Paul VIBERT, fils de notre camarade du Syndicat de Lyon.

De Max JAPIOT, septième enfant de notre camarade du Syndicat de Lyon.

De Gisèle DECROQ, fille de notre camarade du Syndicat de Béthune.

De Marinette MAGNAT, fille de notre camarade de La Vallonnée.

De Geneviève MAHIEUX, fille de notre camarade du Groupe de Reims.

De Jacqueline ENOUF, fille de notre dévoué camarade du Syndicat de Gisors.

De Roland BOCKLER, fils de notre camarade du Groupe de Reims.

De Geneviève RAFFIER, fille de notre camarade du Syndicat de SAINT-ETIENNE.

De Claude PARANT, fils de notre camarade du Groupe de Chaumont.

De Thérèse ROQUET, petite-fille de notre camarade FRANÇOIS, du Groupe de Reims.

De Micheline NAU, fille de notre camarade du Groupe de Chaumont.

Nous adressons nos compliments aux heureux parents et nos vœux aux marmottes et aux nouveaux-nés.

dit de Lyon est fixé au 1<sup>er</sup> février, à 20 h. 30, au siège. Election de nouveaux délégués. Renouvellement du Bureau. Présence indispensable de tous les Syndiqués. Séance levée à 20 heures.

## Le Secrétaire de séance.

## MELUN

Le Secrétaire fait part de l'action engagée pour la constitution de la conférence intersyndicale. Un ordre du jour indiquant la position de notre Organisation fut ensuite voté.

Une fête familiale à laquelle assistaient les familles des adhérents et des représentants des organisations amies eut lieu le même jour. Des vœux furent échangés et après le tirage du gâteau des rois, un souvenir fut offert, au nom du Syndicat, à deux de nos plus anciens camarades qui viennent d'être décorés de la médaille d'honneur.

## MOULINS

Au cours de la réunion de janvier, HABOUZIT, Président, forme les meilleurs vœux pour tous nos camarades et leurs familles.

MENTEUR, en face des nouveaux camarades qui assistent à notre réunion, définit notre action et fait un appel en faveur de l'Actionnariat Syndical qui prospère.

Echange de vues sur l'ordre du jour voté au cours de la réunion en commun.

## NEVERS

MAZON, nommé à Valence, sera remplacé à Arles par le camarade LEBRAY.

PUJOLAS donne connaissance des pourparlers engagés avec les autres Organisations et des conséquences qui ont suivi localement par suite de la position prise par le Syndicat Unitaire.

Lecture de l'ordre du jour envoyé aux Parlementaires et encaissement par DRUET des versements à l'Actionnariat.

PARAY-LE-MONIAL

Au cours de la dernière réunion tenue avec les concours des camarades BENOIT, de Clermont et MENTEUR, de Moulins, COUTURIER a fait un exposé des incidents créés par un personnage ignoré de GANNAT qui a cru bon de se fâcher des articles insérés dans la Presse et visant la défense de nos Salaires. Réponse à une demande d'entrevue émanant du Syndicat Unitaire.

Exposé de BENOIT sur l'Actionnariat et ses revendications.

Après-midi, fête familiale qui a remporté le plus légitime succès.

## OULLINS

Réunion du 2 décembre

A l'occasion du départ en retraite de notre camarade ROCHER, ancien Président et fondateur du Syndicat d'Oullins, le Bureau avait convoqué tous ses adhérents. Chacun devait apporter une assistance que notre camarade AUTIER, Président du Syndicat, prit la parole.

En termes élogieux, il dit l'estime et la sympathie que les membres du Syndicat éprouvent à l'égard de leur ancien Président, qui leur fut toujours très dévoué.

Il lui remit ensuite un petit cadeau. ROCHER remercia les membres présents et déclara qu'il se considérait toujours comme membre de notre Organisation.

Un vin d'honneur clôtura cette réunion.

## RIOM

Après lecture de la correspondance et discussion sur diverses questions d'actualité, il est décidé de fixer au 2 février l'Assemblée Générale du Syndicat à laquelle participeront des camarades de Clermont et du Bureau de l'Union.

A l'ordre du jour : comptes rendus moral et financier, renouvellement du Bureau, désignation des délégués aux divers Congrès. Causerie par nos camarades du Bureau de l'Union.

## ROANNE

Nous faisons appel à nos camarades du Syndicat pour qu'ils assistent un peu plus régulièrement aux réunions mensuelles qui ont lieu 8, rue des Fossés, et qu'ils ne laissent pas le Bureau seul prendre des décisions souvent importantes, alors qu'il aurait besoin de leur collaboration, de leurs avis et de leurs conseils.

En particulier, il a été décidé de faire à Roanne, vers fin février, une grande réunion publique à laquelle tous les Cheminots seraient conviés.

ROANNE

Nous faisons appel à nos camarades du Syndicat pour qu'ils assistent un peu plus régulièrement aux réunions mensuelles qui ont lieu 8, rue des Fossés, et qu'ils ne laissent pas le Bureau seul prendre des décisions souvent importantes, alors qu'il aurait besoin de leur collaboration, de leurs avis et de leurs conseils.

En particulier, il a été décidé de faire à Roanne, vers fin février, une grande réunion publique à laquelle tous les Cheminots seraient conviés.

ROANNE

Nous faisons appel à nos camarades du Syndicat pour qu'ils assistent un peu plus régulièrement aux réunions mensuelles qui ont lieu 8, rue des Fossés, et qu'ils ne laissent pas le Bureau seul prendre des décisions souvent importantes, alors qu'il aurait besoin de leur collaboration, de leurs avis et de leurs conseils.

En particulier, il a été décidé de faire à Roanne, vers fin février, une grande réunion publique à laquelle tous les Cheminots seraient conviés.

ROANNE

Nous faisons appel à nos camarades du Syndicat pour qu'ils assistent un peu plus régulièrement aux réunions mensuelles qui ont lieu 8, rue des Fossés, et qu'ils ne laissent pas le Bureau seul prendre des décisions souvent importantes, alors qu'il aurait besoin de leur collaboration, de leurs avis et de leurs conseils.

En particulier, il a été décidé de faire à Roanne, vers fin février, une grande réunion publique à laquelle tous les Cheminots seraient conviés.

ROANNE

Nous faisons appel à nos camarades du Syndicat pour qu'ils assistent un peu plus régulièrement aux réunions mensuelles qui ont lieu 8, rue des Fossés, et qu'ils ne laissent pas le Bureau seul prendre des décisions souvent importantes, alors qu'il aurait besoin de leur collaboration, de leurs avis et de leurs conseils.

En particulier, il a été décidé de faire à Roanne, vers fin février, une grande réunion publique à laquelle tous les Cheminots seraient conviés.

ROANNE

Nous faisons appel à nos camarades du Syndicat pour qu'ils assistent un peu plus régulièrement aux réunions mensuelles qui ont lieu 8, rue des Fossés, et qu'ils ne laissent pas le Bureau seul prendre des décisions souvent importantes, alors qu'il aurait besoin de leur collaboration, de leurs avis et de leurs conseils.

En particulier, il a été décidé de faire à Roanne, vers fin février, une grande réunion publique à laquelle tous les Cheminots seraient conviés.

ROANNE

Nous faisons appel à nos camarades du Syndicat pour qu'ils assistent un peu plus régulièrement aux réunions mensuelles qui ont lieu 8, rue des Fossés, et qu'ils ne laissent pas le Bureau seul prendre des décisions souvent importantes, alors qu'il aurait besoin de leur collaboration, de leurs avis et de leurs conseils.

En particulier, il a été décidé de faire à Roanne, vers fin février, une grande réunion publique à laquelle tous les Cheminots seraient conviés.